



Le 29 janvier 2009, des millions de salariés du public et du privé étaient en grève, ont participé aux manifestations et soutenu un mouvement social qui a connu un succès retentissant sur l'ensemble du territoire. Tous ensemble les manifestants ont confirmé leur exaspération et leurs revendications face aux injustices sociales, alors que le pays traverse une très grave crise économique, financière et sociale qui s'annonce durable.

La recrudescence des suppressions d'emplois, l'utilisation du chômage partiel, mais aussi la mise à mal des services publics contribuent à accentuer la récession et pèsent lourd sur le pouvoir d'achat qui se dégrade.

Les agents de la DGFIP se sont inscrits très massivement dans ce mouvement comme en témoignent les taux de grève 55,5% (60% à l'ex-DGI, 50% dans l'ex-DGCP).

Les organisations syndicales Union SNUI – SUD Trésor, CGT Impôts, CGT Trésor, Union FO – DGFIP, CFDT Finances publiques, CFTC DGFIP, UNSA DGFIP ne peuvent que se féliciter de ce très fort engagement de tous les agents de la DGFIP tous grades confondus et dans l'unité syndicale interprofessionnelle.

Malgré l'ampleur exceptionnelle de la mobilisation, les organisations syndicales constatent que les réponses des responsables politiques et administratifs ne sont pas à la hauteur des enjeux :

- défense de l'emploi privé et public ;
- lutte contre la précarité et les déréglementations économique et sociale ;
- ouverture des négociations sociales sur la défense du pouvoir d'achat et la résorption des inégalités ;
- défense du cadre collectif et solidaire de la protection sociale ;
- service public de qualité et de proximité.

Le Président de la République réaffirme sa volonté de maintenir le cap et se permet même de provoquer tous les salariés en affirmant que la seule voie est celle de l'effort.

Les ministres de Bercy n'ont toujours pas accusé réception de la lettre des Fédérations CGT, SOLIDAIRES, FO, CFDT, UNSA, CFTC, datée du 12 février 2009, leur demandant l'ouverture d'un processus de négociations sur les revendications des agents en matière de pouvoir d'achat, d'emplois, de droits statutaires et de garanties collectives. Pire encore, le Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique s'est livré à une véritable provocation en lançant un « appel au civisme » lors de la rencontre avec les Organisations Syndicales de fonctionnaires le 3 mars dernier.

Dans ces conditions les organisations syndicales de la DGFIP réitèrent leur demande d'audience du 17 février 2009 au Directeur Général pour exiger l'ouverture de discussions sur la base des revendications des personnels.

Les organisations syndicales UNION SNUI-SUD Trésor, CGT Impôts, CGT Trésor, UNION FO - DGFIP, CFDT Finances publiques, CFTC DGFIP, UNSA DGFIP décident de poursuivre la mobilisation dans le cadre des revendications interprofessionnelles. Elles appellent les 130.000 agents de la DGFIP à la grève et aux manifestations sur l'ensemble du territoire le 19 mars 2009 pour exiger :

- l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- des mesures concrètes et significatives concernant l'amélioration du pouvoir d'achat et la reconnaissance des qualifications ;
- le retrait des projets porteurs de recul pour la population et les fonctionnaires ;
- l'amélioration des garanties collectives et le maintien du statut ;
- le retrait du projet de loi sur la mobilité.

Les organisations syndicales Union SNUI - SUD Trésor, CGT Impôts, CGT Trésor, Union FO - DGFIP, CFDT Finances publiques, CFTC DGFIP, UNSA DGFIP demandent à leurs militants de préparer cette journée dans l'unité et soutiennent toutes les initiatives locales unitaires.

Paris, le 10 mars 2009